



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

MP.PP/AC.1/2003/2
25 août 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès
à l'information, la participation du public
au processus décisionnel et l'accès à la justice
en matière d'environnement

Groupe de travail sur les registres des rejets
et transferts de polluants

RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA DEUXIÈME RÉUNION

1. La deuxième réunion du Groupe de travail sur les registres des rejets et transferts de polluants (RRTP), créé par la Réunion des Parties, s'est tenue à Genève du 27 au 30 janvier 2003.
2. Y ont participé des délégations des pays suivants: Allemagne, Arménie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Monaco, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine et Yougoslavie.
3. La Commission des Communautés européennes était représentée.
4. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) était représenté.
5. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) était également représentée.
6. Les organisations régionales et non gouvernementales ci-après étaient représentées: Eco-Accord; ECO Forum européen; GLOBE Europe; Land and Mercantile Registries (Espagne); et le Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale (CRE).

7. Le Directeur de la Division de l'environnement et des établissements humains de la CEE, M. Kaj Bärlund, a rappelé au Groupe de travail que l'adoption et la signature du protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants figuraient parmi les principaux objectifs de la cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» qui devait se tenir à Kiev en mai 2003. M. Bärlund a brièvement décrit les préparatifs de la Conférence et a encouragé le Groupe de travail à faire son possible pour arrêter le projet de texte au cours de sa réunion.

I. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

8. L'ordre du jour provisoire publié sous la cote MP.PP/AC.1/2003/1 a été adopté, étant entendu que le Groupe de travail examinerait la question des activités futures au titre du point 4 de l'ordre du jour (organisation de la Conférence ministérielle de Kiev).

«Salle de classe virtuelle»

9. Le Vice-Président du Groupe de travail, M. Geert van Grootveld (Pays-Bas), a fait rapport sur l'état d'avancement de la «salle de classe virtuelle». Il a rappelé que celle-ci avait pour objet essentiellement de fournir une assistance technique pour l'application du protocole en attendant son entrée en vigueur et d'aider les pays souhaitant établir un RRTP. Un atelier avait été organisé le dimanche précédant la réunion pour débattre de la concrétisation de ces objectifs.

10. L'atelier avait conclu que la mise en place de la «salle de classe virtuelle» devrait être impulsée par la demande et facilitée par des modérateurs. Un secrétariat situé dans une organisation internationale coordonnerait les activités. L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) avait proposé de se charger de cette tâche et la coopération d'autres organisations internationales travaillant dans ce domaine, comme l'OCDE et le PNUE, serait recherchée.

11. Enfin, l'atelier était convenu que la «salle de classe virtuelle» ferait rapport à l'organe intermédiaire qui serait créé pour la période précédant l'entrée en vigueur du protocole et que cet organe adopterait un mandat pour la «salle de classe virtuelle». Plusieurs suggestions ont été formulées concernant ce mandat, qui pourrait inclure la mise au point de documents d'orientation, de pochettes et de brochures d'information générale et la facilitation de l'échange d'informations. Il serait proposé aux organisateurs de la Conférence de prévoir un événement parallèle consacré à la «salle de classe virtuelle» pendant la Conférence de Kiev (21-23 mai 2003).

II. ÉLABORATION D'UN PROJET DE PROTOCOLE

12. Le Groupe de travail a recommencé à travailler sur le projet de protocole en s'appuyant sur le document MP.PP/AC.1/2002/3.

13. Un groupe de contact dirigé par M. Bernd Mehlhorn (Commission européenne) s'est réuni parallèlement au Groupe de travail pour examiner et mettre au point des propositions sur des questions techniques ayant trait aux activités, aux polluants et aux seuils.

14. Le groupe de juristes créé lors de la précédente réunion du Groupe de travail s'est réuni parallèlement au Groupe de travail pour examiner les dispositions du protocole et recenser les questions de fond exigeant un examen plus approfondi et une décision éventuelle de la part

du Groupe de travail. Le secrétariat a transmis au Groupe de travail certaines observations qui lui avaient été soumises par la Section des traités du Bureau des affaires juridiques des Nations Unies. Ces observations avaient trait aux articles relatifs aux amendements au protocole, à l'adoption et à l'amendement des annexes, à la signature et à la ratification/acceptation/approbation/adhésion. Le groupe de juristes a été invité à en tenir compte lorsqu'il examinerait les dispositions correspondantes.

15. Le Groupe de travail est convenu d'un certain nombre de changements à apporter au projet de texte qui sont indiqués dans les paragraphes ci-après.

Préambule

16. Le Groupe de travail, après avoir examiné le préambule, est convenu d'un certain nombre de changements à y apporter, y compris l'insertion de nouveaux paragraphes, comme suit:

- Ajout d'un nouveau paragraphe mentionnant la Déclaration de Lucques et citant la teneur de son paragraphe 24, qui a trait aux RRTP;
- Simplification des paragraphes mentionnant le principe 10 de la Déclaration de Rio, Action 21 et le travail de l'OCDE;
- Suppression des paragraphes mentionnant le registre européen des émissions de polluants de l'Union européenne et le travail y relatif de la Commission nord-américaine de coopération environnementale;
- Substitution du mot «capacité» à celui de «droit» dans la phrase «l'exercice du droit de chacun, dans les générations actuelles et futures, de vivre dans un environnement propice à sa santé et à son bien-être»;
- Substitution de l'expression «approche de précaution» à celle de «principe de précaution» et suppression des références au principe pollueur-payeur et au principe de l'internalisation des coûts de protection de l'environnement;
- Ajout d'un nouveau paragraphe sur la nécessité de coopérer avec d'autres initiatives internationales relatives aux polluants et aux déchets, mentionnant expressément les Conventions de Bâle et de Stockholm;
- Suppression d'un paragraphe établissant un lien de cause à effet entre la disponibilité publique d'informations grâce aux RRTP et des réductions substantielles et quantifiables de la pollution;
- Réunion en un seul paragraphe de deux paragraphes liant la réduction de la pollution, l'environnement et la santé des générations à venir et le développement durable et respectueux de l'environnement; et

- Ajout de nouveaux paragraphes mentionnant l'importance de protéger la vie privée des personnes et la nécessité d'une certaine souplesse afin d'éviter les doubles emplois et de tenir compte de différentes approches et invitant à développer progressivement les RRTP et à établir des liens entre les RRTP et d'autres systèmes d'information du public.

17. La délégation de la République tchèque a proposé de mentionner la Déclaration internationale sur une production peu polluante de manière à rendre explicite le lien entre les RRTP et la production peu polluante auquel il est fait allusion de manière implicite au paragraphe 9 de l'article 5 de la Convention d'Aarhus, mais cette proposition a été rejetée par le Groupe de travail.

Objectif (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 1)

18. À l'article 1, il a été convenu que supprimer les mots «les droits du» et «d'avoir» de la première partie entre crochets, de supprimer tout le deuxième texte entre crochets et une fois ces changements apportés, de supprimer les crochets. Les délégations du Bélarus, de l'ECO Forum européen, du CRE et de l'Eco-Accord ont vivement regretté la suppression de la référence aux droits à l'article 1.

Définitions (MP.PP/AC.1/2002/3/art. 2)

19. Les participants au Groupe de travail ont débattu le sens du terme «public», tel qu'il est utilisé dans le protocole. Il a été convenu que les Parties au Protocole devraient se féliciter de la participation du public et l'encourager. Il a également été convenu que, sauf disposition contraire d'un autre accord international, ce terme, dans le contexte du protocole, n'était pas censé inclure les non-résidents. Il a été convenu que cette interprétation devrait figurer dans les actes de la réunion afin d'aider les Parties, à une date ultérieure, à déterminer la portée de leurs obligations en vertu du protocole.

20. Dans la définition du terme «établissement» (par. 4), il a été convenu de supprimer tous les mots entre crochets.

21. Au paragraphe 6, il a été convenu d'abrégier la définition du terme «polluant», qui devient: «Le terme “polluant” désigne une substance ou un groupe de substances qui peut être nocif pour l'environnement ou la santé de l'homme en raison de ses propriétés et de son introduction dans l'environnement».

22. Dans la définition du terme «rejet» (par. 7), il a été convenu de supprimer «[ou]» avant «mise en décharge», de remplacer «, ou le fait de se débarrasser de tout réceptacle fermé» par «ou vidange sans système de traitement des eaux usées» et de supprimer tous les crochets.

23. Il a été convenu de modifier la définition de l'expression «transfert hors du site» (par. 8) qui devient: «L'expression “transfert hors du site” désigne l'enlèvement hors des limites de l'établissement soit de polluants soit de déchets à des fins d'élimination ou de récupération et de polluants dilués dans des eaux usées destinées à être traitées».

24. Il a été convenu de supprimer la définition de l'expression «transfert sur le site» (par. 9).

25. Il a été convenu de supprimer la définition de l'expression «transfert par le biais des produits» (par. 10).

26. La délégation de la République tchèque s'est opposée à la suppression des définitions des expressions «transfert sur le site» et «transfert par le biais des produits». Pour la première, elle a estimé que ce type d'information pourrait contribuer à une meilleure compréhension des mesures de prévention et de gestion, notamment dans les grandes installations où les polluants sont produits en un point du site, puis traités ou rejetés en autre point du site et que la définition pourrait faciliter l'émergence d'un consensus concernant la conception de registres nationaux progressifs et le perfectionnement du protocole mentionnés au paragraphe 2 d) de l'article 6. En ce qui concerne la définition du «transfert par le biais des produits», la délégation de la République tchèque a estimé que ce type d'information pourrait contribuer à une meilleure compréhension des flux et du bilan massique des polluants dans l'installation et qu'une telle définition serait conforme à la recommandation figurant au paragraphe 9 de l'article 5 de la Convention d'Aarhus.

27. Il a été convenu de supprimer les crochets entourant le texte de la définition de l'expression «sources diffuses» (par. 11).

28. Il a été convenu de modifier la définition du terme «déchets» (par. 13) qui devient:
Le terme «déchets» désigne les substances ou objets:

- a) Qu'on élimine ou récupère;
- b) Qu'on a l'intention d'éliminer ou de récupérer; ou
- c) Qui sont destinés à l'élimination ou à la récupération, en vertu des dispositions du droit interne.

29. Il a été convenu de supprimer les crochets qui entourent les définitions des expressions «déchets dangereux» et «autres déchets» (par. 14 et 15). La délégation de l'OCDE s'est inquiétée de ce que la définition de l'expression «autres déchets» n'était pas conforme à celle donnée dans la Convention de Bâle et a proposé de remplacer cette expression par «déchets non dangereux». Le Groupe de travail a pris acte de cette proposition sans l'approuver.

30. Il a été convenu d'ajouter une définition des «eaux usées» comme suit: L'expression «eaux usées» désigne des eaux contenant des substances ou des objets faisant l'objet d'une réglementation en vertu de la législation nationale.

Dispositions générales (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 3)

31. En réponse à une demande émanant de l'éditeur de la CEE relative à l'utilisation de l'expression «soient tenus de» par opposition à l'expression «veillent à», il a été noté que si l'expression «soient tenus de» implique que certaines obligations doivent être énoncées dans le droit national, l'expression «veillent à» implique un élément supplémentaire de contrôle et de suivi. Le Groupe de travail a décidé de ne pas modifier le libellé de cet article.

Conception/Structure (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 5)

32. Au paragraphe 1, pour plus de clarté, il a été convenu de séparer en alinéas distincts les paramètres en fonction desquels les rejets et les transferts devraient pouvoir être recherchés et localisés. En outre, la séquence «exploitant ou propriétaire, et société selon qu'il convient» est devenue «propriétaire ou exploitant, et selon qu'il convient, société» et tous les crochets ont été supprimés. Enfin, il a été convenu que la dernière phrase concernant les sources diffuses ferait l'objet d'un paragraphe distinct.

33. Au paragraphe 4, il a été convenu d'insérer un point après l'expression «protection de l'environnement» et de supprimer la suite du texte. La délégation de l'Union européenne a déclaré regretter la suppression dans ce paragraphe des renvois à des questions spécifiques (substances radioactives, rayonnement, organismes génétiquement modifiés, consommation d'eau, d'énergie et d'autres ressources et transfert de polluants par le biais des produits). La délégation de la République tchèque s'est prononcée en faveur du maintien de la mention explicite de liens concrets entre les RRTP et des bases de données accessibles au public comme les registres de produits chimiques, les registres d'autorisation et les registres concernant la consommation d'eau, d'énergie et d'autres ressources.

Portée du registre (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 6)

34. Il a été convenu de supprimer au paragraphe 2 l'expression «[, en tenant compte de toute recommandation de l'organe subsidiaire,]».

Prescriptions en matière de notification (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 7)

35. À l'alinéa 1 a), il a été convenu d'insérer «à l'annexe I, colonne 1,» après «seuil d'activité» et au sous-alinéa a i) de remplacer «[x]» par «1»; au sous-alinéa a ii) de remplacer «[x]» par «2»; et au sous-alinéa a iv) de remplacer «[x]» par «1b».

36. À l'alinéa 1 b), il a été convenu d'insérer «à l'annexe I, colonne 2,» après «seuil fondé sur le nombre d'employés» et de remplacer «[y]» par «3».

37. À l'alinéa 5 d) i), il a été convenu de remplacer «à des fins de [stockage,] recyclage, valorisation énergétique, traitement ou élimination [, stockage compris,]» par «en faisant la distinction entre les quantités transférées pour élimination et pour récupération,» en remplaçant la virgule après «nom» par «et», en supprimant «et l'emplacement», en remplaçant «du site» par «de l'installation» et en supprimant les crochets restant.

38. À l'alinéa 5 d) ii), il a été convenu de supprimer les crochets entourant l'expression «conformément à l'annexe III» et de modifier la fin comme suit «... le nom et l'adresse de l'entreprise éliminant les déchets et du site de récupération ou d'élimination qui reçoit les déchets transférés;». La délégation norvégienne appuyée par d'autres délégations s'est inquiétée de ce que le nom et l'adresse ne seraient exigés que pour les transferts transfrontières, estimant que ce type d'information devrait aussi être disponible en cas de transferts internes. Toutefois, toutes les délégations nationales sont convenues d'accepter le nouveau libellé.

39. Il a été convenu de supprimer les crochets entourant le libellé du paragraphe 6 et de modifier le texte de ce paragraphe, qui devient: «Les informations visées aux alinéas *c* à *e* du paragraphe 5 englobent les données sur les rejets et transferts qui découlent d'activités régulières et d'événements extraordinaires.

40. Il a été convenu de supprimer le paragraphe 9.

Collecte des données et tenue d'archives (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 9)

41. Dans la première phrase du paragraphe 1, il a été convenu de conserver les mots «de recueillir les données nécessaires pour déterminer» et de supprimer les mots «de recenser», de supprimer les crochets autour de l'expression «hors du site» et d'opter pour une période de cinq ans pour la conservation des données pertinentes.

Contrôle de la qualité (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 10)

42. Au paragraphe 1, il a été convenu de remplacer «veille à ce que» par «fait en sorte que» et de remplacer «données notifiées» par «informations communiquées».

Accès du public à l'information (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 11)

43. Au paragraphe 1, il a été convenu de modifier le texte de façon à éviter de mentionner «le public» à la première ligne et de déplacer l'expression «sans qu'il ait à faire valoir un intérêt particulier» après l'expression «registre des rejets et transferts de polluants».

44. Au paragraphe 2, il a été convenu à nouveau qu'il conviendrait d'éviter de mentionner «le public» et de modifier par conséquent le début du paragraphe comme suit: «Si les informations figurant dans son registre ne sont pas facilement et directement accessibles par des moyens électroniques...». Il a été convenu, en outre, d'insérer l'expression «sur demande» après «communiquent» et de supprimer «à toute personne qui demande des informations précises».

45. Au paragraphe 4, il a été convenu de remplacer «la communication [de copies]» par «la reproduction et l'expédition».

46. Au paragraphe 5, il a été convenu de modifier le début de la phrase qui commencerait, comme au paragraphe 2, par «Si les informations figurant dans le registre ne sont pas facilement et directement accessibles par des moyens électroniques», de remplacer «et» par «ou» et de supprimer les crochets.

Confidentialité (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 12)

47. Il a été convenu de supprimer tous les crochets du paragraphe 1, de façon à conserver les diverses catégories d'information figurant dans la Convention comme confidentielles.

48. Au paragraphe 2, il a été convenu d'insérer «toute» avant «information», de supprimer «autres que le nom chimique exact d'un polluant» et «les transferts hors du site», de remplacer «sont divulguées» par «pourra être divulguée selon la législation nationale» et de supprimer tous les crochets.

49. En ce qui concerne le paragraphe 3, un nouveau libellé a été proposé, comme suit: «Lorsqu'une information est considérée comme confidentielle en vertu du paragraphe 1, le registre indique de quel type d'information il s'agit, en donnant par exemple des informations chimiques génériques si cela est possible, et pour quelle raison cette information n'est pas divulguée.». La délégation de la République tchèque s'est déclarée contraire à la suppression de la disposition selon laquelle le public doit être informé des risques associés aux polluants à propos desquels il est fait droit à une demande de confidentialité.

Participation du public (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 13)

50. Au paragraphe 1, il a été convenu de simplifier le début, comme suit: «Chaque partie assure des possibilités appropriées de participation du public à l'établissement de son registre national des rejets et transferts de polluants», de supprimer «conformément à ses dispositions nationales» et de conserver «dans le cadre de sa législation nationale».

51. Il a été convenu de supprimer les paragraphes 2, 3 et 6.

52. En ce qui concerne le paragraphe 4, il a été convenu de le remplacer par le texte suivant: «Aux fins du paragraphe 1, chaque Partie donne au public la possibilité d'accéder à l'information sur les mesures envisagées concernant l'établissement de son registre national des rejets et transferts de polluants et de soumettre toute observation, information, analyse ou avis qu'il juge de nature à faciliter le processus décisionnel, et l'autorité compétente tient dûment compte de sa contribution».

53. En ce qui concerne le paragraphe 5, il a été décidé de ne plus mentionner «le public» et de remplacer «promptement» par «en temps opportun», de sorte que le libellé de l'article devient: «Chaque partie veille à ce que, une fois que la décision de créer ou de modifier sensiblement le registre a été prise, l'information concernant la décision et les considérations qui motivent celle-ci soient mises à la disposition du public en temps opportun».

Accès à la justice (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 14)

54. Il a été convenu de supprimer le paragraphe 1 de l'article 14 et, par voie de conséquence, de supprimer «exécution des obligations et » du titre de l'article.

55. Au paragraphe 2, il a été convenu de conserver «sa demande d'» et de supprimer «l'exercice de son droit d'accès à l'». Il a été convenu, en outre, de limiter le renvoi à l'article 11 à son paragraphe 2 et de supprimer le renvoi à l'article 13 concernant la participation. Enfin, il a été convenu de remplacer «s'être heurtée à un refus, une entrave ou un obstacle injustifié» par «s'être heurtée à un silence, un refus non justifié concernant la totalité ou une partie de sa demande, une réponse inappropriée ou une réaction non conforme aux dispositions de cet article» et de supprimer tous les crochets. L'ECO Forum européen a déclaré que, du fait de ces changements et de la suppression du paragraphe 1, cet article laissait terriblement à désirer et que le nouveau libellé ne répondait pas aux besoins réels du public qui devait avoir accès à la justice dans le contexte du protocole.

56. Le Groupe de travail est convenu d'ajouter un nouveau paragraphe à l'article, dont le libellé serait le suivant: «Les dispositions du paragraphe 1 sont applicables sans préjudice des droits et obligations respectifs des Parties en vertu des traités existants qui les lient mutuellement et qui concernent la question traitée dans le présent article».

Registre régional (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 15)

57. Il a été convenu de supprimer l'article stipulant l'établissement d'un registre régional. La délégation de la République tchèque s'est opposée à la suppression de cet article et a suggéré de simplifier sa fonction consistant à collecter des «méta-informations» sur les RRTP nationaux existants que les autorités nationales chargées des RRTP enverraient régulièrement à l'organe des Nations Unies compétent.

Renforcement des capacités (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 16)

58. Au paragraphe 1, il a été convenu de supprimer «au public».

59. Au paragraphe 2, il a été convenu de remplacer «veille à assurer» par «assure», de supprimer tout ce qui suit le mot «Protocole» et de supprimer les crochets.

Coopération internationale (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 17)

60. À l'alinéa 1 b), il a été convenu de remplacer «sur demande» par «sur la base d'un accord mutuel entre les Parties concernées» et de supprimer les crochets.

61. À l'alinéa 1 d), il a été convenu de conserver «au titre du Protocole», de supprimer «l'itinéraire et la destination des» et de supprimer tous les crochets.

Réunion des Parties (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 18)

62. Au paragraphe 1, il a été convenu d'insérer «ou parallèlement aux» après «juste après les» à la troisième phrase et «par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe» après «communication» à la quatrième phrase.

63. Au paragraphe 2, il a été convenu de supprimer les crochets dans la phrase d'introduction et:

- À l'alinéa *a*, de remplacer «les politiques et les approches juridiques et méthodologiques suivies pour mettre en place des systèmes» par «l'élaboration» et «promouvoir» par «assurent»;
- À l'alinéa *b*, de remplacer «concernant» par «facilitant»;
- À l'alinéa *d*, de remplacer «prennent» par «envisagent et, le cas échéant, adoptent» et de supprimer «transfrontière et»;
- De supprimer les alinéas *e*, *h* et *m*;

- De supprimer les sous-alinéas i), ii) et iii) de l'alinéa *j*, ainsi que l'introduction et d'insérer «par consensus» après «mettre au point des arrangements financiers» au sous-alinéa iv; et
- À l'alinéa *k*, de remplacer «des organes concernés de la CEE et des» par «d'», de supprimer «et comités particuliers compétents» et de remplacer «dans tous les domaines se rattachant aux» par «en vue de la réalisation des», ainsi que de supprimer les crochets.

64. Il a été convenu d'insérer une nouvelle phrase à la fin du paragraphe 4, ainsi qu'à la fin du paragraphe 5, libellée comme suit: «Leur admission et leur participation sont régies par le Règlement intérieur adopté par la Réunion des Parties».

Organe subsidiaire de conseil scientifique et technique (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 20)

65. Il a été convenu de supprimer l'article 20. L'ECO Forum européen a demandé que son opposition à cette décision soit notée.

Amendements au protocole (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 21 et 22)

66. Il a été convenu que toute proposition d'amendement au protocole devrait être distribuée au moins six mois avant la réunion au cours de laquelle elle sera soumise pour adoption (par. 3). Le secrétariat a rappelé au Groupe de travail que si les amendements proposés devaient être traduits de façon à être disponibles dans les trois langues officielles, ils devraient être soumis au secrétariat plusieurs semaines avant la date limite des six mois, compte tenu des délais requis pour la traduction des documents officiels des Nations Unies.

67. Il a été convenu que les amendements proposés ou adoptés devraient être distribués, non pas seulement aux Parties, mais aussi aux États et aux organisations d'intégration économique régionales qui avaient déjà consenti à être liés par le protocole, mais pour lesquels celui-ci n'était pas encore entré en vigueur, ainsi qu'aux signataires.

68. Il a été convenu qu'une procédure accélérée pour l'entrée en vigueur des amendements aux annexes serait souhaitable, mais que cette procédure ne s'appliquerait pas aux nouvelles annexes à ajouter.

69. Afin de déterminer si le seuil des trois quarts des Parties requis pour qu'un amendement autre qu'un amendement à une annexe entre en vigueur, ou si le seuil d'un tiers des Parties requis pour empêcher qu'un amendement à une annexe entre en vigueur, a été atteint, il a été convenu de préciser plus clairement dans le texte que le nombre des Parties à prendre en compte pour le calcul de la proportion serait, dans les deux cas, le nombre des Parties au moment de l'adoption de l'amendement.

70. Le Groupe de travail est convenu de ne pas inclure de disposition exigeant des Parties qu'elles établissent une procédure d'examen et d'acceptation des propositions d'amendements présentés par des membres du public (par. 7).

71. Compte tenu de ces décisions, il a été convenu de réunir toutes les dispositions relatives aux procédures d'amendement dans un article unique et de faire du paragraphe 1 de l'article 22 un nouvel article. Un texte intégrant tous ces changements a été établi par le Groupe de juristes et accepté en vue de son incorporation dans le projet de protocole (voir aussi le paragraphe 76).

Secrétariat (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 23)

72. Au paragraphe 1, il a été convenu de remplacer «convoque et prépare» par «prépare et appuie» à l'alinéa *a* et d'insérer un nouvel alinéa après l'alinéa *b* libellé comme suit: «Il fait rapport à la Réunion des Parties sur les activités du secrétariat; et». Il a été convenu de supprimer le paragraphe 2.

Examen du respect des dispositions (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 24)

73. Il a été convenu que le texte devrait préciser que les procédures d'évaluation et d'examen du respect des dispositions devrait être de caractère «non judiciaire, non conflictuel et consultatif». La deuxième phrase a été modifiée et doit se lire désormais comme suit: «En établissant ces procédures et mécanismes, la Réunion des Parties peut prévoir, notamment, que des informations pourront être reçues de membres du public concernant des questions ayant un rapport avec le présent Protocole.». L'ECO Forum européen, le CRE et GLOBE Europe se sont déclarés consternés de ce qu'elles considèrent comme un affaiblissement important du projet de texte et comme un pas en arrière par rapport au mécanisme établi par la Convention d'Aarhus.

Règlement des différends (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 25)

74. Il a été convenu de supprimer la référence à la Cour permanente d'arbitrage du paragraphe 2 b), de réviser ce paragraphe qui serait simplement libellé comme suit: «Arbitrage, conformément à la procédure définie à l'annexe IV» et d'insérer une nouvelle annexe, l'annexe IV, adaptée du texte de l'annexe II à la Convention. Il a également été convenu de supprimer les crochets du paragraphe 3.

Signature (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 26)

75. Le secrétariat a fait savoir au Groupe de travail que le programme de la Conférence de Kiev n'était pas encore fixé et que les dates prévues pour l'adoption de la signature n'étaient pas encore connues. Il a été convenu que le secrétariat insérerait la date correcte dans l'article relatif à la signature, une fois celle-ci connue. Il a été convenu également de préciser quelles organisations d'intégration économique régionales étaient habilitées à signer le Protocole, comme cela avait été fait dans d'autres instruments pour la protection de l'environnement de la CEE.

Ratification, acceptation, approbation et adhésion (MP.PP/AC.1/2002/3, art. 28)

76. Il a été convenu de supprimer le paragraphe 5 et le renvoi à ce paragraphe figurant à l'article 22.

Annexe relative aux activités

77. En ce qui concerne l'annexe I, il a été convenu que les activités devraient être présentées sous forme de tableau indiquant clairement les deux seuils différents mentionnés à l'article 7, avec des colonnes numérotées comme dans cet article. Il a été convenu de modifier le titre de la section 7 qui deviendrait: «Production animale et aquaculture intensives».

Annexe relative aux polluants

78. Le Groupe de travail a introduit des valeurs seuils dans l'annexe II pour les transferts de polluants et pour la fabrication, la transformation et l'utilisation de polluants et a numéroté les colonnes y relatives de façon à faciliter les références croisées avec le paragraphe 1 de l'article 7.

79. Le Groupe de travail a également examiné la question de l'utilisation par les installations d'un seuil de concentration pour calculer si elles atteignaient le seuil de fabrication, de transformation et d'utilisation à partir duquel elles devaient notifier un polluant particulier. Conformément à une proposition du Canada, il a été convenu qu'une Partie au Protocole ne serait pas tenue d'exiger des installations qu'elles saisissent de petites quantités de polluants dans les substances fabriquées, transformées ou utilisées et pourrait fixer un seuil de concentration pour ce faire – approche conforme à la pratique habituelle des systèmes nationaux de RRTP, où des seuils de fabrication, de transformation et d'utilisation sont établis. Il a été convenu que cette interprétation devrait figurer dans les actes de la réunion afin d'aider les Parties à déterminer à une date ultérieure la portée de leurs obligations en vertu du Protocole. La délégation canadienne a noté à cet égard qu'en règle générale, elle utilisait un seuil de concentration de 1 % pour les substances prioritaires. Ce seuil était appliqué uniquement à la fabrication, à la transformation et à l'utilisation intentionnelles des polluants et non pas aux polluants présents dans les sous-produits.

80. En ce qui concerne la procédure suivie pour identifier certains des seuils indiqués dans le Protocole, la délégation canadienne a évoqué ses propres procédures, qui étaient hautement participatives et incluaient des consultations avec divers groupes de Parties prenantes, et a exprimé l'opinion qu'un certain nombre de seuils identifiés dans le Protocole, en particulier en ce qui concerne l'approche fabrication, transformation ou utilisation, avaient été fixés activement. Elle a noté à cet égard que le Protocole prévoyait une procédure accélérée pour amender les annexes qui pourrait être utilisée pour affiner ces seuils.

Conclusion du débat sur le projet de protocole

81. L'ensemble du projet de texte du protocole ayant été examiné, le Président a conclu que toutes les questions de fond avaient été traitées et résolues et qu'il ne restait plus aucun crochet. Il a été convenu de soumettre le texte au groupe de juristes qui l'examinerait et introduirait les changements nécessaires pour en assurer la cohérence, sans affecter la teneur des accords auxquels le Groupe de travail était parvenu.

III. PRÉPARATION D'UN PROJET DE RÉSOLUTION

82. Le Groupe de travail n'a pas eu le temps d'examiner les éléments d'un projet de résolution des Signataires du protocole (MP.PP/AC.1/2003/3). Il a estimé que l'élaboration du projet de résolution devrait être reportée à une réunion ultérieure et a demandé au Président de la Réunion des Parties à la Convention, M. Jerzy Jendroska (Pologne), de convoquer cette réunion sous la gouverne du Bureau de la Réunion des Parties. M. Jendroska, qui était présent, a noté qu'il appartenait au Bureau essentiellement de préparer la réunion extraordinaire des Parties et d'élaborer le projet de résolution. Il s'est engagé à consulter les autres membres du Bureau sur la suite de la procédure et à informer le Groupe de travail, par le biais du secrétariat, des décisions prises.

IV. ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE KIEV

83. Le secrétariat a expliqué quelles étaient les prochaines étapes de la préparation du protocole en vue de son adoption et de sa signature à la Conférence ministérielle de Kiev. Après une dernière révision par le Groupe de juristes chargé d'en assurer la cohérence, le texte serait soumis pour édition, traduction, authentification et impression sur papier spécial. Le Groupe de travail composé de hauts fonctionnaires qui préparait la Conférence se réunirait à la mi-février 2003 et approuverait officiellement la liste des documents, parmi lesquels le projet de protocole, dont la Conférence de Kiev serait saisie.

84. La date exacte de la Réunion des Parties à la Convention n'avait pas encore été fixée, mais elle correspondrait à l'un des trois jours de la Conférence (21-23 mai 2003). L'une des options envisagées était d'associer la cérémonie de signature du protocole à celle des deux autres protocoles de la CEE relatifs à l'environnement, à savoir le protocole sur la responsabilité civile et le protocole sur l'évaluation environnementale stratégique, qui devraient être adoptés à Kiev, de façon à ce qu'il n'y ait qu'une seule cérémonie de signature.

85. Les délégations ont été invitées à faire savoir au secrétariat si leur ministre ou vice-ministre souhaitait prendre brièvement la parole au cours de la réunion extraordinaire des Parties, afin de faciliter la préparation de cette réunion.

86. Il a été rappelé aux délégations qu'outre les pouvoirs dont les délégations doivent disposer pour exercer leurs droits en matière de prise de décisions à la Réunion des Parties, la personne qui signerait le protocole à Kiev devrait être munie des pleins pouvoirs. Un modèle des pleins pouvoirs requis était à la disposition du Groupe de travail en anglais et en russe.

V. CONCLUSION ET CLÔTURE DE LA RÉUNION

87. La délégation française, appuyée par la délégation canadienne, a noté que la version française du projet de texte du protocole publié sous la cote MP.PP/AC.1/2002/3 n'avait pas été disponible pendant toute la réunion et a jugé regrettable ce manquement.

88. La délégation canadienne a tenu à ce qu'il soit pris acte de ce qu'en principe, elle était habituellement opposée à l'établissement de protocoles «ouverts», où les Parties au protocole n'étaient pas tenues d'être aussi parties à la Convention à laquelle le protocole se rapportait, ou bien où le protocole était ouvert à la ratification ou à l'adhésion d'États qui n'avaient pas été

invités à participer aux négociations. Si le Canada avait accepté l'élaboration d'un protocole ouvert dans le présent contexte, il ne fallait pas que cela soit considéré comme un précédent.

89. La délégation canadienne a noté, enfin, qu'à son avis, un RRTP sur les pesticides avait essentiellement pour but d'informer le public des rejets et transferts provenant de la fabrication et de la transformation de pesticides.

90. L'Union européenne s'est félicitée de l'accord auquel était parvenu le Groupe de travail concernant le protocole RRTP. Elle s'est déclarée satisfaite également de ce que le protocole serait ouvert non seulement aux Parties à la Convention d'Aarhus, mais aussi à d'autres États intéressés et a exprimé l'espoir que ces autres États profiteraient largement de l'occasion qui leur était donnée d'adhérer au protocole. L'UE a reconnu les efforts faits par toutes les délégations et la bonne volonté dont elles avaient fait preuve pour parvenir à un accord sur un instrument susceptible d'améliorer l'accès du public à l'information et sa participation à la résolution des problèmes d'environnement et a noté que, compte tenu des divergences entre les points de vue, toutes les délégations avaient dû accepter d'importants compromis pour parvenir à s'entendre. Soulignant les droits du public en matière d'accès à l'information, de participation et d'accès à la justice pour les questions d'environnement conférés par la Convention d'Aarhus, l'UE considérait les RRTP comme un outil à l'appui des objectifs de cette Convention. Enfin, l'UE a exprimé sa reconnaissance au Président qui avait fait l'impossible pour obtenir ce consensus.

91. L'ECO Forum européen a remercié le Groupe de travail et son Président de l'avoir autorisé à contribuer activement au débat, les donateurs qui avaient fourni un soutien financier grâce au Fonds d'affectation spéciale de la CEE, et le Président, le Vice-Président et le secrétariat de leurs efforts.

92. Le Président du Groupe de travail s'est félicité de ce qu'un accord sur le texte du projet de protocole avait été obtenu. Il a remercié le Groupe de travail de son esprit de coopération et d'avoir su surmonter ses différences pour trouver des solutions à des problèmes parfois assez délicats. Il a également remercié le secrétariat de son aide et de son assistance au cours des huit réunions qu'avaient tenues le Groupe de travail actuel et les groupes de travail précédents et des trois réunions du Groupe de rédaction. Il a ensuite déclaré la réunion close.
